A-424-78

A-424-78

Theodore Georgas (Applicant)

ν.

Employment Immigration Minister of and (Respondent)

Court of Appeal, Ryan and Le Dain JJ. and MacKay D.J.—Toronto, September 25 and 28, 1978.

Judicial review — Immigration — Deportation — Applicant, a visitor admitted for a period of two months. "helped out" in brother-in-law's restaurant for five hours each day as a "sort of repayment" for air fare — Adjudicator found applicant had engaged in employment for which a person might reasonably expect to receive valuable consideration — Whether or not adjudicator's decision an error in law -Whether or not adjudicator should have issued departure notice rather than making deportation order — Immigration Act. 1976, S.C. 1976-77, c. 52, ss. 2, 27(2)(b), (e), 32(6) — Federal Court Act. R.S.C. 1970 (2nd Supp.), c. 10, s. 28.

APPLICATION for judicial review.

COUNSEL:

D. M. Greenbaum, Q.C. for applicant. B. Evernden for respondent.

SOLICITORS:

Moses, Spring, Greenbaum & Weinberg, Toronto, for applicant. Deputy Attorney General of Canada for

respondent.

The following are the reasons for judgment delivered orally in English by

LE DAIN J.: This is a section 28 application to set aside a deportation order that was made on the ground that the applicant, who had been admitted to Canada as a visitor for a period of two months, had engaged in employment without authorization and was thus a person described in paragraphs 27(2)(b) and (e) of the *Immigration Act*, 1976, S.C. 1976-77, c. 52.

There were sharp conflicts of testimony and transcript is a long one, but after a careful examination of it I am of the opinion that there was

Theodore Georgas (Requérant)

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (Intimé)

Cour d'appel, les juges Ryan et Le Dain et le juge suppléant MacKay—Toronto, les 25 et 28 septembre 1978.

Examen judiciaire — Immigration — Expulsion — Le requérant, admis en qualité de visiteur pour une durée de deux mois a, pendant cina heures par jour, «aidé» son beau-frère dans son restaurant, cela constituant un «genre de remboursement» pour son transport par avion — L'arbitre a conclu que le requérant avait pris un emploi pour lequel une personne pourrait raisonnablement s'attendre à être rétribuée - L'arbitre en rendant sa décision a-t-elle commis une erreur de droit? - L'arbitre aurait-elle dû émettre un avis d'interdiction de séjour au lieu d'une ordonnance d'expulsion? - Loi sur l'immigration de 1976, S.C. 1976-77, c. 52, art. 2, 27(2)b), e) et 32(6) — Loi sur la Cour fédérale, S.R.C. 1970 (2º Supp.), c. 10. art. 28.

DEMANDE d'examen judiciaire.

AVOCATS:

D. M. Greenbaum, c.r. pour le requérant. B. Evernden pour l'intimé.

PROCUREURS:

Moses, Spring, Greenbaum & Weinberg, Toronto, pour le requérant. Le sous-procureur général du Canada pour l'intimé

Ce qui suit est la version française des motifs du jugement prononcés à l'audience par

LE JUGE LE DAIN: Il s'agit d'une demande présentée en vertu de l'article 28 et visant à l'annulation d'une ordonnance d'expulsion prononcée au motif que le requérant, qui avait été admis au Canada à titre de visiteur pour deux mois, avait pris un emploi sans autorisation et devenait ainsi une personne figurant aux alinéas 27(2)b) et e) de la Loi sur l'immigration de 1976, S.C. 1976-77, c. 52.

Au cours de l'enquête, les témoignages se sont serious issues of credibility at the inquiry. The j avérés nettement contradictoires, et d'importantes questions de crédibilité ont été soulevées. La transcription des dépositions est fort longue, cependant

evidence, found to be credible by the adjudicator, from which she could conclude that the applicant had engaged in employment as defined by section 2 of the Act—that is, "any activity for which a person receives or might reasonably be expected to receive valuable consideration". Even if one puts to one side (as the adjudicator suggests she might have done) the testimony of the arresting officers that the applicant's brother-in-law told them the applicant was "helping out" in his restaurant as a "sort of repayment" for the airlines ticket which the brother-in-law testified he had paid for as a gift, the work which a former waitress described as having been carried out by the applicant in the restaurant could in the circumstances of this case be regarded as activity for which a person might reasonably be expected to receive valuable consideration. This does not mean that any work performed by a visitor for a relative with whom he or she is staying, and for which the relative would have to pay compensation if he or she chose to have it done by a stranger, should fall within the definition. It depends on the nature of the work and the circumstances in which it is performed. In the present case the work which the adjudicator found the applicant to have carried on was work of a substantial nature necessary to the conduct of the brother-in-law's business. The witness whose testimony the adjudicator chose to believe described it as "taking orders from me and the J other girls, cooking, cutting meat, doing dishes, getting things from downstairs and bringing them up" for some five hours a day virtually every day of the week. As such, it was work which might well have deprived someone else of gainful employment, which, I take it, is the essential concern of the Act.

The applicant contended that if the adjudicator did not err in law in arriving at her decision, she should, having regard to all the circumstances of the case, have issued a departure notice to the applicant instead of making a deportation order against him, as provided for by subsection 32(6) of the Act, which, as applied to the present case, reads in part as follows:

32. . . .

(6) Where an adjudicator . . . is satisfied that

je l'ai examinée attentivement et je suis d'avis qu'il existait des témoignages jugés digne de foi par l'arbitre et dont il pouvait conclure que le requérant avait pris un emploi au sens de l'article 2 de la Loi, lequel définit ce mot comme «toute activité rétribuée, ou raisonnablement susceptible de l'être». Même si l'on fait abstraction, comme l'arbitre a laissé entendre l'avoir peut-être fait, du témoignage des policiers qui ont procédé à l'arrestation, selon lesquels le beau-frère du requérant leur aurait dit que celui-ci [TRADUCTION] «l'aidait» dans son restaurant, et que cela constituait [TRADUCTION] «un genre de remboursement» des billets d'avion qu'il lui avait donnés. Ce travail que le requérant accomplissait dans le restaurant et qui a été décrit par une ancienne serveuse pourrait être considéré en l'espèce comme une activité rétribuée. ou raisonnablement susceptible de l'être. Cela ne veut pas dire que la définition devrait comprendre toute tâche qu'un visiteur accomplit pour un proche parent avec qui il ou elle demeure, tâche que le proche parent devrait rétribuer s'il décidait d'y affecter un étranger à sa famille. Il faut pour cela tenir compte de la nature de l'emploi ainsi que des circonstances dans lesquelles on l'exerce. En l'espèce, le travail exécuté par le requérant, selon l'arbitre, était une activité essentielle au fonctionnement de l'entreprise appartenant au beau-frère. Le témoin dont l'arbitre a admis la déposition a décrit le susdit travail comme consistant notamment [TRADUCTION] «à recevoir ses commandes et celles des autres serveuses, à s'occuper de la cuisine, à trancher les viandes, à laver la vaisselle, à leur monter certaines choses», et cela pendant cinq heures par jour, pratiquement chaque jour de la semaine. C'était là un travail qui aurait fort bien pu priver quelqu'un d'autre d'un emploi rémunérateur, situation qui, à mon sens, constituait la principale préoccupation de la Loi.

Le requérant a prétendu que si l'arbitre n'avait pas commis d'erreur de droit en rendant sa décision, elle aurait dû, eu égard à toutes les circonstances de l'espèce, émettre à son encontre un avis d'interdiction de séjour au lieu d'une ordonnance d'expulsion, comme le prévoit le paragraphe 32(6) de la Loi, lequel appliqué à l'espèce est en partie ainsi rédigé:

32. . . .

(6) L'arbitre . . . doit émettre un avis d'interdiction de séjour fixant à ladite personne un délai pour quitter le Canada, s'il est convaincu

- (a) having regard to all the circumstances of the case, a deportation order ought not to be made against the person, and
- (b) the person will leave Canada, on or before a date specified by the adjudicator,
- ... he shall issue a departure notice to the person specifying a therein the date on or before which the person is required to leave Canada.

The record shows that the adjudicator considered the circumstances of the case as disclosed by the evidence which she found to be credible and the submissions of counsel as to whether a deportation order ought to be made, and that the considerations on which she based her opinion or exercise of discretion were legally relevant ones. There is therefore no basis for interfering with her decision.

For all of these reasons I would dismiss the application.

RYAN J. concurred.

MACKAY D.J. concurred.

- a) qu'une ordonnance d'expulsion ne devrait pas être rendue eu égard aux circonstances de l'espèce; et
- b) que ladite personne quittera le Canada dans le délai imparti.

Le dossier démontre que l'article a tenu compte des circonstances de l'espèce, (comme il appert des témoignages qu'elle a jugés dignes de foi) et des arguments des avocats quant à savoir si une ordonnance d'expulsion aurait dû être rendue. Le dossier établit aussi que les motifs sur lesquels elle a fondé sa décision ou exercé son pouvoir discrétionnaire étaient bien fondés en droit. En conséquence, la Cour ne voit aucune raison d'intervenir quant à la décision rendue.

Pour tous les motifs précités, je rejetterais la d demande.

LE JUGE RYAN y a souscrit.

LE JUGE SUPPLÉANT MACKAY y a souscrit.